



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1129>

Ecole Emancipée : CONTRIBUTION A LA REFLEXION A L'ENTREE DU CDFN septembre 2012



Description :

Ce n'est pas la crise pour tout le monde !

Le patron de LVMH est-il français ou belge ? Ni l'un ni l'autre en réalité, il est avant tout... riche. Comme pour la caste de possédants d'un capitalisme mondialisé, la vraie question n'est pas, n'est plus le développement économique dans un pays, encore moins la productivité de telle ou telle entreprise, mais la capacité des dizaines de milliards en jeu à se multiplier via les opérations spéculatives. Grecs, espagnols, portugais en ont déjà fait l'expérience très douloureuse. Les centaines de milliers de manifestants de ces dernières semaines montrent qu'il n'est pas temps de se résigner à la « crise » mais bien de faire reculer le

TSCG et avancer l'idée d'une autre Europe !

[Fichier à télécharger](#)

L'École Émancipée

Ce n'est pas la crise pour tout le monde !

Le patron de LVMH est-il français ou belge ? Ni l'un ni l'autre en réalité, il est avant tout... riche. Comme pour la caste de possédants d'un capitalisme mondialisé, la vraie question n'est pas, n'est plus le développement économique dans un pays, encore moins la productivité de telle ou telle entreprise, mais la capacité des dizaines de milliards en jeu à se multiplier via les opérations spéculatives. Grecs, espagnols, portugais en ont déjà fait l'expérience très douloureuse. Les centaines de milliers de manifestants de ces dernières semaines montrent qu'il n'est pas temps de se résigner à la « crise » mais bien de faire reculer le TSCG et avancer l'idée d'une autre Europe !

[Fichier à télécharger en bas de page](#)

Les 32 milliards de sa fortune personnelle font un écho sinistre aux 30 milliards que François Hollande dit vouloir trouver pour réduire le déficit de la France. Comme les dividendes historiques versés aux actionnaires de PSA percutent les plans sociaux annoncés. Qu'est-ce qui est aujourd'hui le plus inacceptable, les trois millions de chômeurs en France, la précarité et les difficultés de vie généralisées pour ceux qui produisent et entretiennent les biens communs partout dans le monde ou la morgue de ceux qui utilisent la planète et ses habitants pour leurs seuls profits ?

Ils ont construit l'Europe pour les servir. C'était en 2005 l'enjeu d'un NON résolu au traité. C'est toujours le cas avec le TSCG aujourd'hui. Les marchés débridés, les politiques d'austérité imposées aux peuples ont déjà produit une crise qui semble sans fin... mais la crise n'est pas pour tous. Les bourses européennes ont réalisé depuis 2008 leurs plus fortes progressions. Les inégalités se sont creusées partout. La situation faite par les banques à la Grèce, à l'Espagne sert de moyens de pression sur les autres pays. Menaces de « dégradation » de la note des agences ou intérêts des dettes publiques servent d'écran de fumée permanent.

Et il faudrait être « raisonnable », partager les efforts ? Est-ce aux salariés, aux chômeurs, aux retraités, et particulièrement aux femmes dans toutes ces catégories d'être aujourd'hui raisonnables ? Est-ce à eux d'être comptables du « redressement » d'une situation économique sur laquelle ils ont si peu de prise ? Ce sont ces questions que les syndicalistes devraient pouvoir porter ensemble et fortement dans cette période, en France comme en Europe. On n'en est pas là. Les échéances de mobilisations sociales sur les questions d'emploi et de partage des richesses sont tributaires d'un syndicalisme toujours profondément divisé et qui n'a pas pris la mesure des mutations énormes en cours.

La ratification programmée du pacte budgétaire en fait une question brûlante. Loin d'obtenir un véritable débat démocratique sur cette question, l'accélération du calendrier par le gouvernement Hollande nous impose d'aller vite. Une campagne unitaire, tardive, s'organise enfin dans le cadre du Collectif pour un Audit de la Dette. Malgré l'annonce intempestive de JL Mélenchon, la journée de manifestations du 30 septembre doit fédérer le maximum de forces, associatives et syndicales sans préemptions politiques. C'est un enjeu global et un fort investissement de la FSU en est une condition.

Ce sont les choix budgétaires, les politiques publiques qui seront affectés par les fameux 3% de déficit par le TSCG. Certes après les gouvernements Sarkozy dont l'ambition était de remodeler l'Etat et la société dans un projet libéral, le changement de ton est perceptible : conférence sociale, concertations diverses sur l'environnement, la justice, l'éducation, l'enseignement supérieur, la décentralisation avec projets de lois rapides à la clé. Mais question RGPP ou budget de l'état « pas un euro de plus en 2013 qu'en 2012 » a répété F. Hollande, on est dans une

continuité de fait ! Les secteurs « non-prioritaires » commencent à le comprendre et même dans l'éducation ou la justice, les créations de postes ne couvriront même pas les pertes engrangées sous Sarkozy. Du fait des coupes dans le budget de l'Etat, les fonctionnaires qui n'ont pas de progression indiciaire toucheront cette année un salaire inférieur à celui de 2011 !

Les mesures d'urgence restent insuffisantes et surtout les mesures structurelles tardent. Ainsi, si dans son document d'orientation sur l'emploi le gouvernement affirme vouloir faire reculer la précarité (embauches en CDI, alourdissement des cotisations des employeurs qui recourent trop aux contrats précaires), il reprend l'approche des accords compétitivité-emploi de Sarkozy sur les pesanteurs et rigidités du droit du travail. Le dispositif « emplois d'avenir », présenté comme conjoncturel dans une situation catastrophique, ne le sera que s'il y a une autre politique de l'emploi, une loi contre les licenciements et une politique économique qui ne conduise pas à la récession comme le soulignent avec inquiétude les économistes « atterrés ». L'un des verrous est bien la ratification du traité, mais il faut se préparer à l'action sur les questions budgétaires et pas dans une logique de concurrence mais bien de batailles d'ensemble.

La misère du monde... Comment s'étonner que des populations discriminées comme les Roms ou victimes de « l'horreur économique » cherchent refuge dans les pays riches (et la France en est un) ? Malgré les arguties sanitaires ou sociales, les images des démantèlements de camps ressemblent à d'autres sordides initiatives.

Remobiliser, sans attendre

Les organisations syndicales dont la FSU sont fortement impliquées dans les différentes concertations ouvertes par le gouvernement et les ministères. Ce n'est pas mineur vu l'impact potentiel des différentes lois en chantier (Education, décentralisation, Sup...) et l'agenda fonction Publique. Cela ne suffira pas. Ne perdons pas de vue qu'avec une poursuite de la logique de réductions des dépenses publiques, les batailles pour le maintien de la Fonction Publique, des postes supplémentaires, une formation des enseignants n'auront plus le même sens et pour longtemps...